

La guerre civile syrienne en mutation

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Les évènements du Proche-Orient sont complexes. Ils bousculent les repères de la personne avertie tant les alliances et les contre-alliances mettent en jeu des intérêts sectaires, des fanatismes religieux, des intérêts économiques et les ambitions de plusieurs puissances. Aussi, il est bon de remettre en perspective la chronologie et l'évolution de ce conflit alors qu'il entre dans une nouvelle phase.

La Syrie est dirigée avec une main de fer par Assad père depuis 1971 puis par Assad fils depuis 2000. La famille Assad est issue de la population quasi chiïte des Alaouites dans un pays majoritairement sunnite, et est appuyée par les minorités chrétienne et druze. La guerre civile a commencé en 2011 par une manifestation d'adolescents qui ont répété des slogans du printemps arabe dans la ville de Deraa. La répression policière a été si cruelle qu'elle a généré une opposition armée. Les tentatives de médiation de la Ligue arabe et de l'ONU ont échoué en 2012. Cette année-là, le président Obama trace une ligne rouge, annonçant qu'il réagira fortement si des armes chimiques venaient à être utilisées. Elles l'ont été. Il n'a pas réagi et la crédibilité des États-Unis a été entachée. L'année suivante, un accord international initié par la Russie résulte par la destruction du stock d'armes chimiques syrien (dans les faits, de telles armes seront utilisées au moins trois autres fois en 2016).

Pour mieux combattre les rebelles républicains, le président Assad libère les djihadistes jusque-là emprisonnés. La mouvance d'Al-Nusra qui se rattache à Al-Qaeda puis celle d'Al-Sham rentrent en force dans le conflit. Entre-temps, les Sunnites d'Irak se sentent dangereusement abandonnés après le départ des troupes américaines et ne font rien pour empêcher l'État islamique anti-chiïte d'agir. En 2014, un califat islamique est proclamé; de grands territoires sont occupés; des exécutions publiques largement diffusées ramènent le pays à la barbarie d'un autre âge. En 2015, les puissances occidentales envoient des avions bombardier l'État islamique afin de protéger la minorité Yazdi cruellement traitée. En Syrie même, l'opposition syrienne est constituée de rebelles républicains, de Frères musulmans et de djihadistes. L'aide américaine aux rebelles syriens balbutie. Ces derniers bénéficient de l'aide de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Les Frères musulmans sont soutenus par la Turquie et le Qatar. Les djihadistes sont soutenus par des personnes nanties du Golfe. Quant à l'État islamique, il fait des gains militaires appréciables et s'enrichit par la taxation, les rançons et la vente de pétrole à la Turquie.

Le conflit a fait plus de 320 000 morts, plus de 1,2 million de blessés et 11 millions de personnes déplacées dont 5 millions de réfugiés à l'extérieur de la Syrie : 2,5 millions en Turquie, 1,1

million au Liban, 235 000 en Irak et 635 000 en Jordanie. La photo de l'enfant Aylan retrouvé sur le rivage turc alors que sa famille tentait de quitter la région dans des embarcations de fortune aura bouleversé le monde. Certains pays d'Europe s'inquiètent de la venue de ces réfugiés, d'autres les acceptent. L'Allemagne en accueille un million.

Les forces syriennes appuyées par les gardes révolutionnaires iraniens et différentes milices chiites dépêchées par l'Iran dont le Hezbollah sont sur le point de perdre la bataille d'Alep où des crimes de guerre sont commis par les parties adverses. C'est alors que la Russie intervient en force pour sauver le régime, sans porter trop d'attention aux pertes collatérales. En juillet 2016, Alep est prise par les forces gouvernementales et une partie de sa population de 250 000 âmes est évacuée au mois de décembre de la même année.

Au cours des combats contre l'État islamique, les Kurdes d'Irak et du Nord de la Syrie se sont montrés militairement capables et fiables. Ils obtiennent l'appui des pays occidentaux, ce qui provoque l'ire de la Turquie qui craint que les revendications d'autonomie et d'indépendance des Kurdes de Syrie et d'Irak ne fassent tache d'huile sur son territoire. Avec l'accord de la Russie¹, l'armée turque occupe une enclave dans le Nord de la Syrie qui brise la continuité territoriale kurde au Sud de sa frontière.

En 2017, l'État islamique recule et est en voie de perdre ses bastions de Raqqa et de Mossoul. La question qui se pose est celle de savoir ce que sera la Syrie de demain. Il y aura une région alaouite contrôlée par le régime syrien; des régions où la trêve sera imposée; des forces kurdes faisant face à l'armée turque; des militants d'Al-Sham ou de l'État islamique prêts à frapper n'importe où. Mais il y aura des dizaines de milliers de combattants affiliés à l'Iran, ce que redoutent grandement les populations sunnites de la région et les monarchies du Golfe. Tant les États-Unis qu'Israël et souhaitent le départ des forces pro-iraniennes, à tout le moins dans la région de la frontière Nord-est d'Israël. Israël est demeuré neutre dans ce conflit, mais ne pourra accepter que des forces iraniennes se mobilisent à sa frontière. L'Iran qui s'est investi dans la guerre civile pour créer une zone d'influence qui irait jusqu'au Liban ne voudra pas obtempérer.

Il est possible que la rivalité sunnite-chiite se poursuive comme cela fut le cas en Europe durant la guerre de Trente Ans. Le traité de Westphalie mit fin à cette guerre et les protagonistes revinrent quasiment à la case départ. Une entente entre les grandes puissances pourrait changer la donne en Syrie. Mais elle doit tenir compte de nombreux facteurs : la Chine conquiert le marché iranien et investit dans une future route de la soie joignant l'Asie à l'Europe; tant la Chine que la Russie craignent le radicalisme sunnite, car 90% de leur population musulmane est sunnite. La Chine et la Russie tirent parti du vide laissé par le président Obama : la Chine

¹ La Turquie devient de plus en plus dépendante de la Russie. Le pétrole russe alimente la Turquie et les touristes russes se comptent par centaines de milliers. En échange à son appui à l'enclave turque en Syrie, le président russe Poutine propose que le tourisme reprenne, mais que les paiements soient effectués en devises locales. Il espère également que la Turquie se dotera d'un système aérien russe S-400, ce qui va créer des problèmes logistiques sérieux avec l'OTAN dont la Turquie fait partie.

importe de plus en plus de pétrole iranien (à un coût moindre) et la Russie vise à devenir un monopole des ventes de gaz à l'Europe en prenant le contrôle d'un gazoduc qui transporterait le gaz qatari et iranien via l'Irak et la Syrie. Le nouveau président de la Maison-Blanche redéfinit les intérêts et les appuis américains avant de chercher à négocier un nouveau rapport de forces dans la région.

Soit que la guerre civile se prolonge, soit qu'elle devienne le foyer d'une nouvelle guerre froide, soit qu'une entente soit conclue avec l'assentiment des grandes puissances : cette dernière option ne fera pas que des heureux, mais aura l'avantage de limiter les dégâts.

